POUR Elles Info

Octobre 2012

POUR
L'ENSEIGNEMENT,
L'ÉDUCATION,
LA RECHERCHE,
LA CULTURE,
LA FORMATION,
L'INSERTION,
Info

Sommaire :

Editorial
Stages femmes
Dette des gouvernements
Tournée des féministes européennes
Loi sur le harcèlement sexuel
Femmes et sport..

Comité de rédaction :
Nina Charlier
Ingrid Darroman
Sigrid Gérardin,
Marie-Caroline Guérin
Frédérique Payen
Danielle Ridet
Cécile Ropileux
Sophie Zafari

Editorial

Femmes et austérité, la situation inégalitaire des femmes s'aggrave !

Le gouvernement français s'apprête à signer le pacte européen d'austérité qui impose aux États de ne pas dépasser un déficit de 0,5 %. Signer ce « pacte » implique obligatoirement des coupes budgétaires importantes dans les dépenses publiques (éducation, santé, protection sociale…) et des dégradations manifestes de nos droits sociaux dans les pays d'Europe. À l'instar de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal, ce sont évidemment les personnes les plus pauvres et les plus précaires qui subiront massivement les effets délétères de ces politiques d'austérité. Et ce sont les femmes qui seront les premières touchées par ce démantèlement des services publics, par le chômage et par la baisse du pouvoir d'achat. Car le temps partiel, les emplois précaires, les inégalités salariales, les moindres développements de carrière… sont féminins et, en parallèle de cette paupérisation des femmes, ce sont les acquis féministes qui sont attaquées comme la remise en cause du droit à l'IVG, à la santé, au travail…

Devant les effets dévastateurs de ces politiques qui remettent en cause l'autonomie des femmes et donc leur émancipation, des féministes européennes de différentes organisations et associations dont la Marche Mondiale des Femmes (MMF où la FSU est partie prenante) se sont réunies pour contribuer à une mobilisation européenne des femmes contre la dette.

Une tournée féministe – « *Dette illégitime, austérité, crash social et féminisme* »- a démarré en France. Dans chaque ville ont où auront lieu ses rencontres, des militant-es de syndicats, d'organisations politiques et d'associations tenteront de construire ensemble un front de résistance à l'échelle européenne.
De son côté, la MMF démarre une campagne européenne : « *les gouvernements ont une dette envers les femmes et non envers les banques !* ». Le 17 octobre, journée internationale contre la pauvreté, sera une première journée d'action dans toutes les villes européennes qui devra permettre une meilleure visibilité des effets de la crise sur la vie des femmes.

Contre la dette et les politiques d'austérité, les femmes et leur-e-s allié-e-s doivent s'organiser et trouver des convergences pour une société plus juste, pour un modèle social qui soit garant de l'émancipation et de la liberté de toutes et tous ! La FSU s'engage dans cette lutte et y participera.

Le secteur Femmes de la FSU organise les 15 et 16 novembre un stage où, entre autres, les impacts des mesures d'austérité sur la vie des femmes seront abordées et débattues - *voir programme complet dans cette lettre*-. Le 25 et 26 mars, les sessions de formation organisées par l'intersyndicale Femmes FSU-CGT-Union syndicale Solidaires évoqueront aussi ce thème. Les inscriptions sont ouvertes dès maintenant.

Frédérique Payen et Sigrid Gérardin

Stages femmes à la FSU Calendrier 2012-2013

La FSU organise un stage les jeudi 15 et vendredi 16 novembre 2012 Au SNEP, 76 rue des Rondeaux, 75020 Paris - métro Gambetta, sortie Nadeau.

Jeudi 15:
10h-13h: impacts des mesures d'austérité sur la vie des femmes avec Christine Van den Dalen – membre du CADTM de Belgique et de la Marche Mondiale des Femmes.
14h30 - 18h: Femmes et syndicalisme

Vendredi 16:

9h-12h: Inégalités professionnelles avec Françoise Milewski - Economiste à l'OFCE (centre de recherche en économie de Sciences Po) et membre du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle et du Programme de Recherche et d'Enseignement des Savoirs sur le Genre(PRESAGE)et François Clerc - Expert, conseiller, formateur pour le traitement de dossiers en discrimination à la CGT, membre de l'observatoire de la parité entre les femmes et les hommes.

13h30 - 16h30: perspectives

Stages femmes de la FSU
Les collègues intéressé-es doivent s'inscrire auprès de la FSU
FSU - SECTEUR FORMATION SYNDICALE
e-mail : caform-inscriptions@fsu.fr
104 rue Romain Rolland 93260
LES LILAS

Les journées intersyndicales femmes regroupent des militant-es de la CGT, de la FSU et de l'Union Syndicale Solidaires. Ces deux journées de formations et débats rassemblent entre 300 et 400 personnes chaque année -la FSU qui a vu sa participation baisser légèrement en 2012 avec 55 personnes -, elles ont pour objectif de s'interroger sur la place et le rôle des femmes dans différents champs d'intervention.

En 2013, ce stage ouvert à toutes et tous aura lieu les 25 et 26 mars 2013 – bourse du travail, 85 rue Charlot 75003 Paris.

La dette des gouvernements est une dette envers les femmes et non envers les banques !

Face aux innombrables reculs de leurs droits et libertés les plus fondamentales, face à l'augmentation de la prostitution et des violences de toutes formes à leur égard, face à une répression toujours plus forte des mouvements féministes et sociaux combinée à la montée de forces conservatrices, fascistes et fondamentalistes de tous acabits, les féministes de la Marche mondiale, réunies à Romans/France du 1er au 3 juin 2012 pour leur rencontre européenne, se sont constitués un véritable plan de campagne contre la dette, la crise et les mesures d'austérité.

Un backlash européen virulent

Ces femmes venues du Portugal, de Catalogne, de Suisse, de France, de Belgique, de Turquie, d'Italie, de Galice et de Roumanie ont établi l'amer constat d'un démantèlement sans précédent, partout en Europe, de tous les acquis féministes obtenus de hautes luttes.

Sous diverses formes en divers endroits, les droits sexuels et reproductifs des femmes sont sans cesse attaqués. Les stratégies mises en œuvre afin d'empêcher les femmes d'avoir un contrôle sur leur propre corps, et dès lors sur leur vie, sont multiples autant qu'insidieuses. Si en France, sous prétexte de réaliser des économies pour payer la dette, un grand nombre de centres IVG ont été fermés et qu'en Suisse plane la menace d'un avortement désormais payant, au Portugal, des centres de santé refusent de fournir la pilule du lendemain tandis que dans un nombre toujours croissant de pays, on impose aux femmes désireuses de se faire avorter toute une série de procédures telles que l'obligation d'obtenir l'autorisation des parents pour les mineures (Catalogne) ou encore le passage devant une « institution de conseil » tenue généralement par des religieux/euses (Roumanie). On imagine bien quel type de dis-

cours culpabilisateur, moralisateur et jouant sur l'émotionnel les femmes entendent en de tels lieux… Le gouvernement turc se montre quant à lui bien plus direct et sans fausse pudeur sur la question : dans un discours prononcé le vendredi 31 mai 2012, le Premier ministre Erdogan a déclaré : « Je vois l'avortement comme un meurtre » alors qu'en Turquie l'IVG est légal depuis 1983 !

L'autonomie financière des femmes, pilier essentiel de leur émancipation, est quant à elle chaque jour plus morcelée par les politiques d'austérité. Non seulement les femmes doivent prendre à leur charge les obligations sociales fondamentales que l'Etat - suite aux coupes budgétaires - ne peut plus assumer mais en plus elles doivent faire face à une diminution constante de leurs revenus rémunérés. En accentuant leur dépendance mais aussi la quantité de leur travail gratuit et invisible, la crise de la dette mine la santé psychique et physique des femmes d'Europe tout en faisant simultanément disparaitre une à une les associations vers lesquelles elles pouvaient se tourner pour trouver soutien, solidarité et relais sociaux. En Catalogne, les Maisons et associations de promotion des femmes ont vu leurs subsides diminués de moitié !

La prostitution et la marchandisation du corps des femmes sont quant à elles de plus en plus banalisées tandis que les violences à leur égard sont toujours plus fréquemment marquées du sceau de l'impunité. Un énorme bordel est en train d'être constitué en Ukraine en vue de l'Euro 2012, les « emplois » de lap dance » explosent et on en vient même à tenter d'institutionnaliser le recours à des « aidantes sexuelles » pour les personnes handicapées.

Ce tableau déjà bien sombre serait incomplet si nous n'évoquions pas les implications pour la militance féministe du véritable saccage partout en Europe des droits démocratiques. Face à une police toujours plus répressive et violente, les féministes éprouvent de plus en plus de difficultés à exprimer publiquement et collectivement leurs opinions et revendications. Très vite, elles se retrouvent soit derrière les barreaux soit cachées par des militant-es pour échapper aux arrestations. Comme bien d'autres mouvements sociaux européens, elles dénoncent la prise en otage du droit des peuples à manifester par un pouvoir autoritaire et liberticide n'ayant plus de démocratique que le nom.

Vers la constitution d'une contre-offensive féministe à la dette et l'austérité

Après avoir entamé une série d'initiatives contre la dette et les mesures d'austérité dans leurs pays respectifs, les militantes de la MMF ont donné une dimension européenne à leurs efforts et luttes. Ainsi durant cette rencontre, elles ont défini les grandes étapes de leur campagne commune contre la dette et les mesures d'austérité. Cette campagne commencera dans tous les pays européens où la Marche est présente dès le 17 octobre 2012 (journée internationale de lutte contre la pauvreté) avec des actions simultanées contre la finance, la dette et les mesures d'austérité pour se clôturer le 8 mars 2013. Le 10 décembre aura lieu partout dans le monde 24 heures d'actions féministes. Partant du constat que les mesures d'austérité mettent en danger le droit à la vie, les féministes européennes de la MMF ont décidé de faire de la défense du droit à la santé des femmes le thème prioritaire de cette journée de mobilisation.

Le texte commun ainsi que les slogans de la campagne révèlent combien les activistes de la Marche en Europe sont désormais collectivement engagées contre la dette qui détruit toute perspective émancipatoire des femmes. De fait, si l'une des revendications du texte européen consiste en la réalisation d'un audit féministe de la dette afin d'en annuler la partie illégitime l'un des slogans sera « La dette publique est envers les femmes, non envers les banques ! ». Un site commun européen, des flyers, un logo et des vidéos accompagneront également cette campagne.

Dans leur volonté de lutter en synergie avec d'autres mouvements féministes et mixtes contre l'austérité et cette dette illégale, socialement mortifère et féminicide, la marche mondiale des femmes se joint à la construction d'un mouvement de masse européen de résistance active aux politiques d'austérité. Bienvenues à elles et n'oublions pas : Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, les féministes seront toujours en marche!

Nous, les femmes voulons construire une société plus juste qui en finisse avec le système capitaliste et patriarcal, une société qui permette à toutes et tous de vivre une vie digne : une société féministe !

Tournée des féministes européennes en France

Soutenez la tournée des féministes européennes en France !
« Dette publique illégitime, austérité, crash social et féminisme »

Durant deux semaines, du 22 octobre au 8 novembre 2012, des militantes féministes du Portugal, d'Espagne, de France, de Grèce, d'Angleterre, de Hongrie, etc. sillonneront les routes françaises pour réaliser une série de conférences et de rencontres publiques sur le thème « Dette publique illégitime, austérité, crash social et féminisme ». Cette tournée réalisée avec l'aide des collectifs pour un audit citoyen visitera pas moins de 9 villes en France ainsi que Genève. ***Elle débutera le 22 octobre à Paris pour se poursuivre à Orléans le 23, puis à Rennes le 24, ensuite elle gagnera Grenoble le 25 et rejoindra Genève le 26 octobre. Elle prendra son second souffle en se rendant le 5 novembre à Lyon, puis à Mende le 6, pour se diriger ensuite vers Marseille le 7 et se clôturer à Montpellier le 8 novembre****. De là, des intervenantes de la tournée prendront le chemin de Florence pour y organiser une Agora féministe européenne contre la dette et les mesures d'austérité.*

Une étape originale dans la contre-offensive féministe au système « dette-austérité »

La dette et les mesures d'austérité imposées par la Troïka aux peuples d'Europe ne sont nullement neutres du point de vue du genre. Partout en Europe, les femmes paient le prix le plus élevé de l'austérité, partout, elles en sont frappées en toute priorité dans tous les aspects de leur vie. Ce n'est dès lors nullement un euphémisme de déclarer que l'illégitimité de la dette est encore plus criante lorsqu'on est une femme ! Si elles ne perdent pas leur emploi suite aux baisses d'effectifs, voire aux licenciements massifs opérés dans les services publics, elles voient leurs salaires comme leurs retraites ou allocations sociales diminuées. Condamnées à vivre toujours plus dans la pauvreté et la précarité, toute perspective d'accès à l'autonomie financière, pilier essentiel de leur émancipation, prend de plus en plus les atours d'une utopie.

La destruction de l'État social, cible privilégiée de l'austérité néolibérale, impacte prioritairement les femmes. Désormais, c'est sur leurs épaules que reposent - via une augmentation de leur travail gratuit et invisible - les tâches de soins et de protection sociale délaissées par la fonction publique. On assiste ainsi à une véritable substitution des obligations sociales fondamentales de l'État vers le privé et donc vers les femmes. Les soins aux enfants, aux malades, aux personnes âgées et handicapées, aux jeunes en détresse et au chômage passent de la responsabilité de l'État à celles des femmes avec tout ce que cela implique pour elles comme fatigue autant physique que psychique, stress et absence totale de temps pour souffler, s'occuper de leur propre personne ou participer aux affaires publiques.
Les politiques d'austérité en pénalisant le droit à l'emploi rémunéré des femmes et en les obligeant à regagner la sphère privée pour y rendosser leur rôle dit « traditionnel » de mère et/ou d'épouse au foyer sont de puissantes courroies de réactivation d'une idéologie patriarcale, conservatrice et sexiste. De plus, ce retour en arrière est accompagné de mesures qui mettent en danger les droits les plus fondamentaux des femmes acquis de hautes luttes. Là où elle avait été conquise, la santé sexuelle et reproductive des femmes est menacée. Les coupes budgétaires imposées par les mesures d'austérité entravent le fonctionnement de ce secteur de la santé publique fondamental pour la promotion effective de l'égalité des sexes. Simultanément, moins de subsides sont attribués à la prévention du VIH, aux centres d'IVG, aux plannings familiaux, aux maternités et aux soins de santé préventif des femmes. Comment encore s'étonner que dans un tel contexte de régressions sociales augmentent la prostitution, le trafic des femmes et les violences ?!

Face à cette destruction en règle de tout ce qui fonde leur autonomie, des femmes s'organisent et travaillent leurs convergences. Dans plusieurs pays européens, de plus en plus de réseaux féministes s'enga-

gent dans la lutte contre la dette et l'austérité et appellent à la réalisation d'audits de la dette publique qui intègrent autant une analyse des impacts des politiques d'austérité sur les femmes que leurs alternatives pour la construction d'un nouveau modèle social qui garantisse l'émancipation de toutes et de tous. La tournée des féministes européennes en France participe pleinement à ce processus. Elle entend renforcer les mobilisations féministes contre la dette illégitime et pour l'audit citoyen et constituer une étape structurante vers la mise en place autant au niveau local qu'international d'un front uni des féministes contre ces politiques d'austérité socialement mortifères, en particulier pour les femmes.

Cette tournée, une initiative inédite née de la synthèse entre la dynamique de mobilisation citoyenne des CAC et une nouvelle forme de militance féministe

La conception puis la concrétisation de cette tournée de militantes féministes européennes au sein des CAC de neuf villes françaises et de Genève est le résultat de la rencontre entre la détermination de militantes féministes de participer activement aux différents processus d'audit émergeant dans plusieurs pays européens et la volonté des membres des CAC d'intégrer la dimension féministe à leurs travaux et luttes.
Ainsi, non seulement, cette tournée permet à des dynamiques militantes jusque-là parallèles de devenir complémentaires mais en outre, en créant à la base, au sein des CAC, durant ces conférences et rencontres, l'interconnexion entre les luttes des mouvements sociaux, des organisations syndicales et des associations féministes, elle favorise le renforcement du mouvement de masse de résistance active à la dette, à l'austérité et à l'application du Pacte budgétaire en Europe. Au vu de ces potentialités, toute participation à la réussite de cette initiative consolidera la lutte solidaire de toutes les forces sociales contre le système néolibéral et ses conséquences socialement inacceptables et injustes.

Cette tournée, un pas supplémentaire vers la construction d'un mouvement féministe populaire contre la dette et l'austérité en Europe

Parallèlement aux conférences sur le thème « Dette publique illégitime, austérité, crash social et féminisme » réalisées en soirée au sein des CAC, des rencontres avec les différentes organisations féministes des villes visitées sont prévues afin de consolider les liens entre les associations féministes autant à un niveau local qu'international et d'établir des perspectives de travail communes pour développer les luttes des femmes contre les mesures d'austérité et pour porter les alternatives féministes pour la construction d'une Europe solidaire. L'objectif étant de participer, en partant d'un niveau local, à la construction d'un mouvement de masse féministe européen, auto-organisé, acteur constitutif du renversement des rapports de force en faveur d'un nouveau modèle de société non plus au service des créanciers mais bien garant de la satisfaction des besoins sociaux et environnementaux. Les nombreuses perspectives que renferme cette initiative ont déjà motivé la réalisation de tournées féministes similaires en Espagne et en Angleterre dans les mois à venir.

Cette tournée nécessite votre solidarité financière !

La tournée des féministes européennes en France a évidemment un coût (billets internationaux, trajets en train en France). Nous avons chiffré à 3.500€ le prix à débourser pour les seuls transports, les CAC locaux prendront en charge l'hébergement et la nourriture des intervenantes ainsi que les locations des salles de réunions.
Des organisations membres ou soutenant le Collectif national d'Audit Citoyen ont déjà été sollicitées et plusieurs réponses commencent à arriver. Or, plus tôt nous serons en capacité de commander les billets de transport internationaux, moins leur coût sera important.
Il vous est dès à présent possible de soutenir financièrement, en tant qu'individu-e-s ou association, cette initiative sans précédent en France et en Europe et nous vous en remercions d'avance. Même les petites sommes seront bien entendu les bienvenues…

Pour la France, vous pouvez envoyer votre contribution à Damien Millet,
CADTM France,
17 rue de la Bate,
45150, Jargeau.

Avec comme mention au verso du chèque « tournée féministe France ».

Loi sur le harcèlement sexuel

Deux mois après l'abrogation de la loi sur le harcèlement sexuel par le Conseil constitutionnel et après consultation des organisations syndicales et féministes, le Sénat a adopté le 12 juillet dernier à l'unanimité le nouveau projet de loi qui a été voté, en procédure accélérée, à l'Assemblée Nationale le 6 aout.

Dorénavant, le texte définit le harcèlement comme « *le fait d'imposer à une personne, de façon répétée, des propos, ou agissements à connotation sexuelle qui, soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son égard une situation intimidante, hostile ou offensante […] est assimilé au harcèlement sexuel le fait, même non répété, d'user d'ordres, de menaces, de contraintes ou de toute autre forme de pression grave, dans le but réel ou apparent d'obtenir tout acte de nature sexuelle, que celui-ci soit recherché au profit de l'auteur des faits ou au profit d'un tiers* ». Le texte entrevoit aussi le cas de *"chantage sexuel"*, lors d'un entretien d'embauche ou lors d'une promotion par exemple, et la notion de circonstances aggravantes : « *particulière vulnérabilité ou dépendance de la victime résultant de la précarité de sa situation économique ou sociale, apparente ou connue de l'auteur*». Désormais, ces délits seront punis de 2 ans d'emprisonnement et de 30 000 d'amende, et de 3 ans et 45 000 euros en cas de circonstances aggravantes.

Ce texte, beaucoup plus précis aujourd'hui, a comblé certains écueils ayant justifié l'abrogation de l'ancienne loi. Cette nouvelle loi devrait permettre aux victimes de harcèlement sexuel de voir leur plainte enfin aboutir à des condamnations. Affronter l'impunité des harceleurs est essentiel pour éradiquer le harcèlement sexuel, cependant, comme nous l'avons signifié lors de l'audience du Sénat à laquelle nous avons participé, il est aussi indispensable d'agir sur le volet préventif. Or, dans la loi du 13 juillet 1983 *portant droits et obligations des fonctionnaires*, l'obligation de prévention du harcèlement sexuel, prévue pour le secteur privé, fait malheureusement toujours défaut.

Sigrid Gérardin

Femmes et sports... un bel été ?

Les JO de Londres nous ont offerts une belle brochette d'images et les sportives, une fois n'est pas coutume, ont été plus présentes que d'habitude… Peut-on en déduire que l'égalité est acquise ?

Du côté des délégations…
Si les femmes sont de plus en plus nombreuses dans les délégations (45 %), on doit s'interroger sur les conditions de leur présence. L'Arabie Saoudite qui s'est même fendue pour l'occasion d'une femme porte drapeau, a bien manœuvré pour faire admettre officiellement le voile. Sa judokate est donc arrivée sur le tatami tête couverte, mais aussi accompagnée par son père et avec interdiction de se mélanger dans une mixité qui s'avèrerait trop libérale (libérante ?) ! Voyez ainsi comme ce sont encore les hommes qui dictent leurs lois et imposent leur vision des femmes sportives.

Du côté des épreuves…
Les 26 disciplines sont dorénavant accessibles aux femmes mais les hommes disposent de trente épreuves de plus que les femmes (dues essentiellement aux différentes catégories de poids plus réduites pour les femmes) ; il y a donc encore de quoi agir pour que les sportives disposent d'épreuves en nombre équivalent, sans oublier également que les hommes devraient pouvoir investir les deux seules activités strictement féminines , la GRS et la nation synchronisée) sans perdre pour autant leur appartenance de sexe !

Du côté du respect…
Le président du CIO ne délivre qu'une seule médaille, celle des marathoniens. Les marathoniennes qui courent la même distance méritent-elles moins que les hommes ? Délivrer la médaille conjointement aux femmes et aux hommes serait un symbole fort de l'égalité et de la reconnaissance sportive des sportives et sportifs. (et ça ne coûte rien !)

La basketteuse australienne et la footballeuse japonaise qui ont voyagé en classe économique pendant que leurs homologues l'ont fait en classe affaires illustrent bien que la hiérarchie des sexes est bien présente, même là où on s'y attend le moins ! Il parait que les hommes ont des jambes plus longues… la basketteuse australienne (1m96) a dû apprécier !
Les tenues vestimentaires ne sont pas en reste ! Trop (déshabillées) ou pas assez (habillées), la liberté des femmes est sous tutelle.

Nous considérons que la pratique sportive peut être un vecteur de l'émancipation mais il va sans dire que certaines conditions sont requises. Le relativisme culturel, la pression médiatique, la domination masculine sont autant d'obstacles à lever pour que leurs choix sportifs soient respectés.

Pour signer l'appel des femmes initié par le SNEP :
http://www.snepfsu.net/phpetitions/appel_femmes/index.php3

Nina Charlier

Un apparent paradoxe ?

Retrouvez les infos sur le site web de la fsu: http://fsu.fr

Imprimé par nos soins- n°ISSN: 1247-2859- N°CPPAP: 0710 S 07455 - Dépôt Légal: Octobre 2012 - Prix: 0.40€
Directeur de la Publication: Bernadette Groison
POUR L'ENSEIGNEMENT, L'ÉDUCATION, LA RECHERCHE, LA CULTURE, LA FORMATION, L'INSERTION, **Info**
104 Rue Romain Rolland 93260 LES LILAS - TEL: 0141632730 - FAX: 0141631548 – **Courriel** : fsu.nationale@fsu.fr